

Affaire Laëtitia : Michel Mercier limoge un directeur de la pénitencier

jeudi 17 février 2011, par Le Monde.fr (Date de rédaction antérieure : 17 février 2011).

Voilà une sanction dans l'affaire Laëtitia, qui a mis le feu aux poudres entre Nicolas Sarkozy et les magistrats, notamment : le ministre de la justice a démis jeudi 17 février un directeur de la pénitencier, à la suite de rapports d'enquête administratives sur le suivi de Tony Meilhon, suspect du meurtre de Laëtitia Perrais.

« Michel Mercier constate que, dans la situation créée par la publication du rapport et eu égard aux informations que révèle celui-ci, le directeur interrégional de des services pénitenciers de Rennes n'est plus en mesure d'exercer son autorité dans des conditions compatibles avec l'intérêt du service », lit-on dans un communiqué du ministère. « Il prévoit donc de mettre fin à ses fonctions après que l'intéressé, comme l'exige le droit, aura été mis en mesure de présenter ses éventuelles observations », ajoute-t-il.

« CHARGES DE TRAVAIL LOURDES »

Les rapports d'enquête sur le suivi du suspect du meurtre de Laëtitia Perrais publiés lundi ont conclu à l'absence de fautes par les services judiciaires, ainsi que par la police et la gendarmerie.

Concernant le suivi pénitencier, le rapport conclut à une responsabilité collective des services de probation dans l'absence de suivi de Tony Meilhon : problèmes de « liaison » entre milieu fermé et milieu ouvert, « une mauvaise utilisation des moyens informatiques », « des choix inadaptés sur l'affectation des moyens ». Mais il soulignait également des « charges de travail lourdes ». Un élément sur lequel le service avait attiré l'attention de sa hiérarchie.

UNE SANCTION DE TROP

Les syndicats contestent toute faute en soulignant que seuls trois juges d'application des peines aidés de cinq greffiers et 17 agents de probation suivaient en 2010 3 443 détenus de Loire-Atlantique, libérés et astreints à des « mises à l'épreuve », comme Tony Meilhon, à des travaux d'intérêt général et divers modes de suivi, soit 1 148 personnes par juge. « Il n'y a qu'une sanction mais c'est une de trop », a indiqué Clarisse Taron, présidente du syndicat de la magistrature. « Quelles sont les fautes exactes de cette personne ? A la lecture du rapport, c'est très ténu », ajoute-t-elle.

« Ne laissons pas les SPIP être les fusibles de la justice ! » a quant à lui écrit le syndicat de travailleurs pénitenciers Snepap-FSU dans un communiqué diffusé avant l'annonce de la sanction. « Pour éviter de mettre le feu aux poudres dans le monde judiciaire (...) il suffisait de faire tomber le couperet sur les plus isolés : l'encadrement du SPIP et de la DISP ».

P.-S.

* LEMONDE.FR avec AFP et Reuter.